

Eclairage Le 2 octobre, une fête à magnifier !

Les guinéens ont su fêter, célébrer, glorifier, exalter, vanter, commémorer, honorer la souveraineté nationale acquise le 2 octobre 1958. Page 2



Décryptage Comprendre le discours du colonel Mamadi Doumbouya à l'Onu

Dr Saikou Oumar Baldé est Directeur du Cerf-Guinée, par ailleurs spécialiste des questions électorales. Il décrypte le discours prononcé par le Colonel Mamadi Doumbouya le 21 septembre 2023 à la tribune des Nations Unies. Page 3



le populaire

le journal qui vous ressemble

Hebdomadaire guinéen d'information générale • N°894 • LUNDI 25 SEPTEMBRE 2023 • 3000 FG • www.lepopulaireguinee.com • Fondateur Diallo A. Abdoulaye Tél: +224 655 404 294

VITE DIT ...

Cette dérogation à l'interdiction de manifester

Page 4



Après son discours historique à l'ONU Doumbouya prend un bain de foule à Conakry

A son retour de la 78ème session ordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies, samedi 23 septembre à 11h 45mn, le colonel Mamadi Doumbouya a fait l'objet d'un accueil populaire à Conakry. Pages 6&7

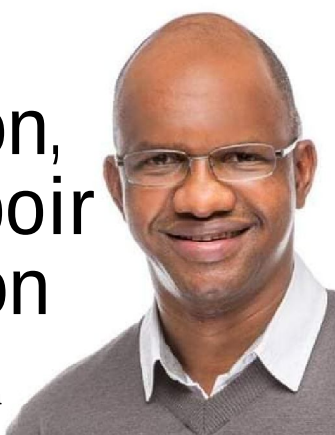


HAUTE-GUINÉE Des millions de dollars jetés dans la boue La triste réalité des contrats routiers

Dans certaines localités de l'intérieur du pays, les populations sont laissées pour compte. Elles sont confrontées à des routes dangereuses, impraticables. Et lorsqu'elles sont mises en chantier de construction, le projet paraît interminable. Une réalité décrite dans une enquête approfondie révèle un sombre tableau dans le monde des contrats routiers en Haute-Guinée. Au cœur de cette obscurité, trois acteurs clés à l'index : le ministère chargé des Travaux publics, l'entreprise Guiter SA, et le bureau de conseil en ingénierie, économie et aménagement Louis Berger. Page 5

La réussite de la transition, un gage d'espoir et d'inspiration

Depuis la Suisse, Sow Boubacar appelle à contribuer non pas en faveur de l'échec de cette transition, mais, à sa réussite. Page 7



Médias Le Prix de l'Ambassade des États-Unis pour le Journalisme va célébrer l'excellence

Ce prix a été annoncé le mardi 19 septembre 2023 à Conakry. Il vise à «célébrer l'excellence» dans les médias. Page 8



Confidences PUBLIQUES

Le Colonel Doumbouya fait son baptême de feu à l'Onu

Le 21 septembre 2023 à New York, les manifestations des Guinéo-américains de la diaspora membres de la société civile n'ont pas empêché la délégation présidentielle du colonel Mamadi Doumbouya d'accéder au Palais de Verre de Manhattan. Sur ordre du maire de New York, Eric Adams, la police a calmé les protestataires afin de permettre à la délégation du président de la République de Guinée d'accéder tranquillement à la tour de 39 étages où se tient l'Assemblée générale des Nations unies. Pour son baptême de feu, le président Doumbouya a tenu un discours historique au 78ème sommet ordinaire de l'Assemblée générale de l'ONU. Suffisant pour souligner qu'aux Etats-Unis, il a été reçu avec tous les honneurs.

Le monde des arts du spectacle perd un grand acrobate

Il s'appelait Sana-acrobate. Il faisait la fierté de la Guinée. Tout le monde était d'accord qu'il était le meilleur de sa génération que Conakry a promu sur le plan national et international. Sana-acrobate, de son vrai nom Lansana Camara appartenait à la troupe acrobatique Amoukama, internationalement connue. Le monde des arts du spectacle pleure un formidable danseur et acrobate disparu des suites d'un saut accidentel pendant la séance d'entraînement du 10 septembre 2023 à Conakry. C'est à l'hôpital national Ignace Deen que sa mort a été constatée comme étant provoquée par une chute sur son cou pendant l'entraînement de sa troupe. Le célèbre homme des arts était originaire de Forécariah et a fait l'Europe et les Etats-Unis pendant sa carrière.

Eclairage / Par Ahmed Tidiane Diallo

Le 2 octobre, une fête à magnifier !

Comme disent les historiens, « *L'histoire est écrite par les vainqueurs* ». Les guinéens ont su s'inscrire dans cette perception traditionnelle pour fêter, célébrer, glorifier, exalter, vanter, commémorer, honorer la souveraineté nationale acquise le 2 octobre 1958.

Au-delà des cérémonies mondaines de l'Etat et ces institutions administratives, c'est une célébration coutumière qui s'est exportée dans les différents quartiers de la capitale et de l'intérieur du pays.

C'est comme les sentiments qu'avaient suscités la date du 28 septembre 1958 et l'enthousiasme qu'avaient exalté nos devanciers à cette époque. Une période importante dans l'histoire de notre pays et qui marque la naissance d'un Etat souverain dirigé désormais par ses fils et filles et sans aucun assujettissement exogène. Plus d'un demi-siècle après, les nouvelles générations cherchent à s'approprier cette date anniversaire conquise par la lutte pacifique et obtenue dans la démarche démocratique issue des urnes le 28 septembre 1958.

C'est une occasion des festoyer. A chaque date du 2 octobre, nombreux contemporains cherchent à se divertir, mais sans oublier la douleur de la



Sékou Touré, le père de l'indépendance guinéenne. (© Le Populaire)

domination qui a provoqué des plaies importantes, sales et non cicatrisées, malgré le changement de régime le 3 avril 1984 et les autres parenthèses ouvertes puis refermées du 3 décembre 2008 au 3 décembre 2009, de janvier à décembre 2010 puis de décembre 2010 à septembre 2021.



Ahmed Tidiane Diallo
Journaliste

Ces périodes sombres de l'histoire de la Guinée souveraine rappellent, à quelques exceptions près, celle de son histoire coloniale.

D'autres compatriotes expriment à travers cette journée du 2 octobre leur joie et rallument la flamme patriotique par le port de t-shirts gadgétisés du tricolore guinéen, ou des pagnes cousus et stylisés à l'effigie du logo officiel de la République, ou encore des casquettes et des bracelets spécifiés par le génie des couturiers et modélistes qui en font leur art et leur gagne-pain.

Ils s'emparent de tout l'univers artistique en créant plus de modèles avec beaucoup plus de créativité des nouvelles technologies par l'image. Du style de tout genre suite aux tendances du moment pour drainer du monde à s'immiscer dans la fête d'indépendance.

Le développement de l'image et de la mode facilite le partage des cultures pendant la fête d'indépendance avec la créativité des nouvelles tendances, de

nouveaux styles de tout genre qui composent notre univers par ces temps de mondialisation. C'est tout à fait normal. Le temps de la fête, Conakry, en l'occurrence, devient un centre de divertissement pour la jeunesse avec les nouveaux tubes qui occupent le hit-parade guinéen, africain et mondial.

Et durant le 2 octobre béni, les plus belles images et les émotions fortes vont meubler la journée des fêtards. Cela, pour démontrer que les Guinéens d'aujourd'hui ont en commun un rôle à jouer pour dessiner de nouvelles directives, exprimer de nouvelles voix, imprimer de nouveaux styles et des univers propres à eux pour « *vivre ensemble en fraternité* », tel que l'a rêvé et réussi Martin Luther King, et promouvoir une belle et saine image de leur pays, notre pays, qui peut et doit continuer à inspirer ses voisins de l'Ouest -africain et d'ailleurs dans le reste du monde comme il l'a fait en prenant en main son destin en 1958.

Vive le 2 octobre ! ■

le populaire Magazine

www.lepopulaireguinee.com

EDITION & ADMINISTRATION

Edition & administration 5 avenue Manquepas, immeuble Baldé Zaïre, Sandervalia, Kaloum, Conakry, Guinée Récépissé N°797/PR/TPI/C / Modifié par le N°65/PR/TPI/C du 18/01/02

Tél.: (+224) 655 404 294 / 622 971 896

lepopulaireconakry@gmail.com

Facebook.com/Le-populaire-conakry @LEPOPconakry
www.lepopulaireguinee.com

Compte Ecobank n°0010224601987501

Code Swift ECOGNCN ENTREPRISE LE POPULAIRE
Rib 01000 1001 0005 60029

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION

Diallo Alpha Abdoulaye +224 655 404 294 / 622 971 896
lepopulaireconakry@gmail.com

CONSEILLER

Alain Rivière

DIRECTEUR DE LA RÉDACTION

Ahmed Tidiane Diallo: tidiani83@gmail.com

PUBLICITÉ

sandrine.lepopulaireconakry@gmail.com

IMPRESSION

Imprimerie du Centre
+224 625 73 93 96

TIRAGE 1 500 exemplaires

VG
VISION GUINÉE

www.visionguinee.info

Tél.: 00224 664 93 14 04

00224 628 32 85 65

00224 656 27 36 91

contact@visionguinee.info

Siège social: 2e étage
immeuble radio Tamata
Fm, Koloma Marché,
Ratoma Conakry - Guinée

GUINEESIGNAL
L'information Libre et indépendante
www.guineesignal.com

www.guineesignal.com est un site internet d'informations générales et d'analyses sur la Guinée, l'Afrique et le monde.

info@guineesignal.com

+224 625 130 505

+224 666 080 606

Notre but: *livrer l'information réelle en temps réel.*
Notre ligne de conduite: *L'éthique et la déontologie.*

VERITE224
Toutes les infos en direct sur la Guinée

www.verite224.com
Toutes les infos en direct
sur la Guinée

Décryptage

Comprendre le discours du colonel Mamadi Doumbouya à l'Onu

Dr Saikou Oumar Baldé est Directeur du Cerf-Guinée, par ailleurs spécialiste des questions électorales. Il est co-auteur et auteur de plusieurs ouvrages axés sur la problématique des élections en Guinée et en Afrique notamment. Il décrypte le discours prononcé par le Colonel Mamadi Doumbouya le 21 septembre 2023 à la tribune des Nations Unies.

Comprendre le discours du colonel Mamadi Doumbouya, lors de son allocution à la tribune des Nations unies à New York, le 21 septembre 2023 pour la 78e session de l'Assemblée générale.

Dans quelle mesure le discours du Colonel Mamadi Doumbouya aux Nations Unies reflète-t-il ses opinions et ses priorités politiques ? Cette analyse du discours du Colonel se propose d'examiner le discours du Colonel en deux parties.

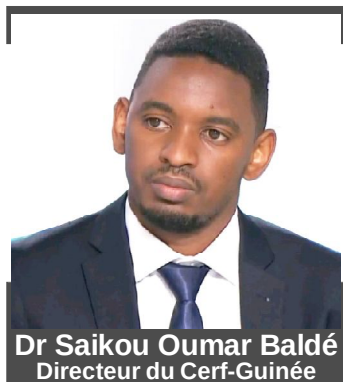
Sur la forme

Structure du Discours : Le discours se compose de 32 paragraphes, 106 phrases, et 1994 mots. En moyenne, il y a 3,3 phrases par paragraphe, 18,8 mots par phrase et 5 caractères par mot.

Champs Lexicaux : Les champs lexicaux les plus saillants, après les titres, sont les termes «*Afrique* » et «*peuple*», avec une mention spéciale pour «*putschiste*».

Langue et Style : Près de 99 % du discours est en français. Les verbes les plus fréquemment utilisés sont «*être*» (42 occurrences), «*avoir*» (14 occurrences), «*devoir*» et «*prendre*» (9 occurrences chacun). Le discours comporte 16 % de répétition de mots.

L'analyse lexicale de son discours montre que, le Colonel Mamadi Doumbouya utilise une sémantique marquante. Il emploie 11,4 % de mots forts, qui incluent des termes d'emphase, d'exagération, ou de superlatif. De plus, 7,9 % des



Dr Saikou Oumar Baldé
Directeur du Cerf-Guinée

mots employés sont négatifs, renvoyant à une réalité négative ou transmettant un jugement défavorable. En revanche, 4,7 % du discours comporte des mots faibles, sémantiquement pauvres ou imprécis. Enfin, 12,6 % des mots sont positifs, traduisant fidèlement sa pensée.

Utilisation du Temps : Le Colonel Mamadi Doumbouya privilégie l'usage du présent (74,7 %) dans son discours, suivi du passé (24,7 %), tandis que le futur ne représente que 0,7 %. Ceci indique une prédominance de constats sur les perspectives futures dans son discours.

Répartition des Catégories grammaticales : Le discours est composé de 42,2 % de noms communs, 29,3 % de verbes, 13,8 % d'adjectifs, 12,2 % d'adverbes, et 2,5 % de noms propres.

Sur le fond

L'analyse du discours politique du colonel Mamadi Doumbouya peut être divisée en plusieurs

sections pour en dégager les principales caractéristiques.

1. Argumentation et Rhétorique

Exposition des problèmes : Le discours expose clairement les problèmes politiques en Afrique, notamment les coups d'État, les inégalités économiques, la corruption et l'influence étrangère.

Analyse des causes : Le discours analyse les causes profondes de ces problèmes, soulignant les promesses non tenues, le tripatouillage des constitutions, et la mauvaise répartition des richesses.

Appel à la réforme : Le discours plaide en faveur d'une réforme profonde du modèle de gouvernance en Afrique et exige une reconnaissance de l'identité africaine distincte.

Appel à la confiance : Le discours appelle la communauté internationale à faire confiance à l'Afrique et à reconnaître sa maturité politique.

2. Figures de style

Antithèse : L'utilisation de l'antithèse pour opposer les notions de démocratie et de réalités africaines, montrant ainsi un contraste entre les pertinentes Occidentales et la situation vécue en Afrique.

Anaphore : Le discours utilise fréquemment l'anaphore, en répétant la phrase «*Monsieur le Président*» pour attirer l'attention sur les différentes parties du discours.

Énumération : Le discours utilise des énumérations pour lister des raisons et des causes des problèmes politiques en Afrique.

Métaphore : L'utilisation de métaphores telles que «*prendre notre destin en main*» et «*mettre fin à l'imposture*» pour exprimer la volonté de changement et d'autodétermination.

3. Lexicométrie

Répétition de mots clés : Le discours insiste sur des mots

clés tels que «*transition*», «*peuple souverain*», «*mutations*», «*inégalités*», «*bien-être*», «*modèle de gouvernance*», «*démocratie*», «*corruption*», «*patrimoine*», et «*coopération*». Cela renforce l'importance de ces concepts dans le discours politique.

Termes liés à la critique : Le discours contient des termes forts de critique, tels que «*pillage*», «*exploitation*», «*corruption*» et «*dictature*», qui dénoncent les maux du système politique antérieur.

Termes d'appel à l'action : Le discours inclut également les termes qui appellent à l'action, comme «*prendre nos responsabilités*», «*prendre en compte nos droits*», «*coopération franche*», et «*partenariat Gagnant-Gagnant*», suggérant ainsi une volonté de changement et de coopération.

4. Ton et style

Le discours adopte un ton affirmé et franc, exprimant clairement les opinions du président de la transition guinéenne. Le style est plutôt formel, conformément aux normes des discours politiques internationaux. C'est un style adopté par plusieurs présidents africains qui prônent une forme «*d'indépendance*» africaine vis-à-vis des modèles de développement occidentaux.

En résumé, le discours du colonel Mamadi Doumbouya présente une analyse critique des problèmes politiques en Afrique, en mettant l'accent sur les causes profondes, tout en appelant à une réforme profonde du modèle de gouvernance et à une coopération équitable avec la communauté internationale. Le discours utilise des figures de style et une lexicométrie marquante pour renforcer son message. ■

Par Dr Saikou Oumar Baldé,
Directeur du Cerf-Guinée

Ils ont dit



Alphonse Charles Wright, ministre de la justice et du mandat d'amener : «*Le rôle du mandat d'amener, c'est de contraindre l'accusé par la force publique à comparaître devant le juge. Si tu refuses de venir, on te contraint de venir. C'est légal.*»



Cellou Dalein Diallo, sur les violences survenues la semaine passée à Boffa, et qui ont fait au moins 8 blessées par balle : «*Je condamne fermement la répression sanglante qui s'est abattue ces derniers jours sur des jeunes de Boffa qui protestaient contre les coupures récurrentes d'eau et d'électricité dans leur commune. Le premier droit de l'homme, c'est le droit à la vie. Il est inacceptable que des citoyens guinéens continuent à payer de leurs vies simplement pour avoir exprimé leur mécontentement en manifestant dans les rues et sur les places publiques.*»



Aliou Bah, président du parti dénommé MODEL à propos de l'expression "Président de la République" : «*Le colonel Mamadi Doumbouya, est le chef d'une transition militaire. Il ne peut en aucun cas se faire appeler "Président de la République" puisqu'il n'est pas élu pour parler et agir au nom de la Guinée. Il est à la tête d'une autorité de fait qui ne peut prétendre représenter et incarner le choix d'un peuple.*»



www.guinafnews.org

Site d'informations générales et d'analyses de l'actualité sociopolitique en Guinée et dans certains pays francophones d'Afrique. Basé à Montréal (Québec) Canada, le site a été fondé le 2 février 2020 à Conakry par Ibrahima Sory Baldé, ancien du CESTI de l'UCAD.



Site d'informations
Générales et d'Analyses



www.afriquotidien.com

Site web d'informations générales et d'analyses basé en Guinée.
info@afriquotidien.com
Service commercial : +224 620 56 67 45.



Site d'informations, d'investigations
et de promotion de la Guinée

www.conakrylive.info



www.loupeguinee.com

L'info dans toute sa dimension
Site d'informations générales
+224 664 37 96 20/ 623 81 32 02
onetopic84@gmail.com



Lisez et faites lire

www.wondima.com



www.mediaguinee.org

Site d'informations générales fondé en 2010.
Adresse: Bonfi - Conakry
+224 622 29 05 65
mediaguinee@gmail.com



Lansanaya barrage, Matoto, Conakry.
+224 624249398 - 656924162 - 666392909
Email : alfaguinee28@gmail.com
Facebook: https://www.facebook.com/Guinee28

www.guinee28.info

Vite dit ...

Cette dérogation à l'interdiction de manifester

Du jeudi 21 au vendredi 22 septembre 2023, les manifestants membres et sympathisants des partis et mouvements politiques réunis au sein des Forces vives de Guinée ont scandé « *Doumbouya zéro* » devant le Palais de verre abritant le siège de l'ONU à Manhattan et la Futa Islamic Center, la mosquée, située dans le Bronx. Les partis et mouvements politiques organisateurs de ces manifestations de rue, ont demandé et obtenu l'autorisation. A son retour de la 78ème session ordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies, le 23 septembre, les partisans du régime du CNRD lui ont réservé un accueil grandiose. Ils ont célébré son retour sur l'autoroute Fidel Castro du matin à l'après-midi du samedi. Ici, il n'y a pas eu besoin d'acte officiel préalable autorisant un quelconque mouvement de soutien et manifestation sur la voie publique. Aussi, jusqu'à preuve du contraire, le ministère de l'Administration du territoire n'a pas publié un seul communiqué rappelant l'interdiction formelle prise dans le communiqué n°012/CNRD/2022 en date du 24 décembre 2022 comme il l'a fait « *à la veille de (la) journée historique* » du 5 septembre 2023) pour notre pays» lorsque les Forces vives ont annoncé l'organisation d'une marche pour célébrer l'avènement du CNRD au pouvoir. Moi, ma question est de savoir quelles raisons n'a-t-il pas mis « *en garde toutes les personnes qui enfreindraient cette mesure* » et sur quels principes et quelle base administrative s'appuie cette politique de deux poids, deux mesures deux poids ?

Par Alpha Abdoulaye Diallo

Situation en Guinée

Une mission de la Banque mondiale à l'écoute des autorités de la Transition

Le mardi 18 septembre 2023, une délégation de la Banque mondiale a entamé un séjour de travail de cinq jours en Guinée. L'objectif de la mission est s'enquérir des nouvelles du pays sur les résultats du «*mémorandum économique*» et «*les préparations du Rapport national du climat et du développement*».



Des sujets comme «*l'allocation des ressources aux investissements publics et la redynamisation du partenariat public-privé*» sont autour de la table. (© Le Populaire)

Dans le cadre du soutien aux réformes dans les secteurs du transport, des télécommunications et des infrastructures, une mission de la Banque mondiale séjourne pendant cinq jours pour «*échanger avec les cadres de ministères des résultats du mémorandum économique concernant le pays et sur les préparations du Rapport national du climat et du développement*».

Nouveau Représentant-résident de la Banque mondiale pour la Guinée, Issa Diaw est à sa première mission du genre pour avoir pris fonction officiellement le 1er juillet 2023. Le mandat de son prédécesseur, Nestor Coffi avait pris fin le 30 juin 2023.

Il va soutenir et accompagner les missionnaires durant les cinq jours de discussion «*avec le pool économique du gouver-*

nement de transition sur les réformes économiques et les enjeux de développement du pays, notamment sur le plan du changement climatique et de la gestion des finances publiques».

Des sujets comme «*l'allocation des ressources aux investissements publics et la redynamisation du partenariat public-privé*» sont autour de la table. Les membres de la délégation de la Banque mondiale vont

écouter, noter, mais aussi rassurer leurs interlocuteurs de la République de Guinée quant au soutien et appui de l'institution à la République de Guinée. ■

Par Gordio Kane

CONTACT

0224-622-317-636
www.guineerando.com
guineerando@gmail.com

BP:1067 CONAKRY
Guinée, West Africa



UNE DESTINATION TOURISTIQUE

GUINÉE
RANDONNÉE

HAUTE-GUINÉE / La triste réalité des contrats routiers

Des millions de dollars jetés dans la boue

Dans certaines localités de l'intérieur du pays, les populations sont laissées pour compte. Elles sont confrontées à des routes dangereuses, impraticables. Et lorsqu'elles sont mises en chantier de construction, le projet paraît interminable. Une réalité décrite dans une enquête approfondie révèle un sombre tableau dans le monde des contrats routiers en Haute-Guinée. Au cœur de cette obscurité, trois acteurs clés à l'index : le ministère chargé des Travaux publics, l'entreprise Guiter SA, et le bureau de conseil en ingénierie, économie et aménagement, Louis Berger. En attendant de livrer les détails, le résumé des résultats de cette enquête indique que des milliers de milliards de francs guinéens, estimés à des millions de dollars américains, sont dépensés par l'Etat guinéen avec l'appui et le soutien des bailleurs de fonds dans des projets routiers lancés avec grand apparat mais jamais achevés.

L'enquête dénote un bon fonctionnement du système de financement des projets de développement dans le pays et une bonne volonté sans cesse renouvelée des nouvelles autorités de désenclaver les campagnes et les villages afin de permettre aux paysans actifs des zones reculées du pays d'écouler à chaque saison leurs excédents de production, d'acheter des intrants agricoles dans les grands centres d'affaires, et de les acheminer aisément dans leurs lieux d'exploitation.

Mais alors que le ministre des Infrastructures et des Travaux publics, Elhadj Gando Barry, appelle à la bienveillance de tous les intervenants dans la réalisation des projets de voiries d'accès inter-urbain déjà financés, les prédateurs de marchés publics s'activent quant à eux à saboter les actions et à ne présenter que du déjà vu et connu de tous.

La réalité décrite est plutôt décevante.

Aussi, le manque flagrant de suivi et de contrôle technique des travaux en cours constitue l'une des causes de la persistance du présumé détournement de fonds publics destinés au construire des infrastructures fiables et capables de

résister au temps dans le secteur. Quand on leur donne la parole, les populations bénéficiaires montrent leur incertitude à ce niveau : les entrepreneurs accusent l'Etat de retarder la levée de fonds, tandis que les travaux d'ouverture et de construction de voiries lancées depuis des lustres n'avancent pas. Tenez ! Pour la construction d'une route de 100 km, comme celle de reliant Kankan à Mandiana, les responsables de l'entreprise Guiter SA expliquent aux riverains que si les travaux sont exécutés à hauteur de 45%, c'est à cause du fait que le gouvernement ne débloque pas l'argent destiné au projet.

Quid de ce contrat de construction routière ?

Ce qui choque le plus les habitants de la zone, c'est l'état du chantier et la série interminable d'arrêt et de reprise des travaux. Le projet de construction routier n'a pas évolué à la satisfaction des bénéficiaires que sont les populations locales à plus forte raison des membres de la Direction régionale des travaux publics sise à Kankan. Même la tranche optionnelle lancée en 2020 n'échappe pas à cette réalité. A qui la faute ? L'un des maillons essentiels de ce système



La réalité décrite dans l'enquête est plutôt décevante. Les populations locales sont laissées pour compte, confrontées à des routes dangereuses et impraticables pendant que les prédateurs des deniers publics se la coulent douce. (© DR)

nébuleux est le ministère chargé des Travaux Publics censé superviser et certifier l'état d'avancement de ce projet d'intérêt public comme il se doit. C'est à lui qu'il revient de veiller à la transparence de l'utilisation des fonds investis dans cette route du début à maintenant. Cela rappelle que le devoir du ministère est d'être très intransigeant, affirmatif et vigilant à la fois dans l'application de l'éthique et dans le suivi et le contrôle des des contrats de construction routière établis par l'Etat.

Si le ministère avait été à la hauteur de la tâche, le mécanisme de contrôle qui garantit l'exécution appropriée du contrat ne devrait pas faire défaut.

Au centre de cette toile d'intrigues se trouve Guiter SA, l'entreprise chargée de la réalisation de ces travaux. Malgré des fonds colossaux débloqués, les projets restent en grande partie inachevés, laissant les routes de la région en piteux état. Et par ricochet, les populations locales sont laissées pour compte. Les transporteurs routiers continuent de prendre de gros risques pour rallier Kankan à Mandiana.

Le Bureau d'études Louis Berger, un acteur majeur dans l'industrie de la consultation en ingénierie, est également cité dans cette nébuleuse. Les contrats sont établis, mais l'absence de contrôle technique des travaux rend difficile de savoir si ces contrats sont correctement exécutés. Il semble que cette entreprise joue un rôle clé dans la planification de ces projets, mais sans mécanismes de suivi adéquats, les résultats sont loin d'être satisfaisants.

Un autre élément troublant réside dans l'inspection régionale des travaux publics, le service de l'Etat chargé normalement du contrôle routier à Kankan. Selon l'enquête, cette inspection ne reçoit pas les contrats routiers. Ce qui la laisse impuissante et la rend incapable d'agir en l'absence des fonds de dossier nécessaires. Cette faille apparente dans le système permet aux acteurs de contourner les mécanismes de contrôle, laissant ainsi la porte ouverte à l'exploitation de ces contrats.

Devoir de transparence envers les bénéficiaires

Cette collusion présumée entre Guiter SA, le Bureau d'études Louis Berger et certains cadres à Conakry est un sujet de préoccupation majeur. Des milliers de milliards de francs guinéens, estimés à plusieurs millions de dollars américains, sont investis dans ces projets, mais les résultats sont en deçà des attentes. Tandis que les populations locales souffrent des conséquences de ces routes inachevées et dangereuses. Pour le bien-être des populations, et le devoir de transparence, le rôle et la responsabilité de chaque acteur à l'index dans le retard de la réalisation de ce projet routier doivent être clairement situés. Dans le même temps, il urge de faire la lumière sur cette affaire de contrats routiers en Haute-Guinée et de prendre des mesures drastiques pour mettre fin à cette situation décevante qui n'a que trop duré dans notre pays. ■

Par Gordio Kane

En bref

TRAVAUX PUBLICS Bano relance



La «relance immédiate des travaux» des chantiers de construction lancés grâce à la transition est au cœur des préoccupations du ministre des Infrastructures et des Travaux publics, Elhadj Gando Barry (sur la photo). Dès la fin de la saison des «fortes pluies», Le lundi 18 septembre 2023, il a demandé à son cabinet de veiller au «suivi des projets de la voirie de Conakry et de l'intérieur du pays». Ainsi que la remise en état des ponts et les mesures préventives «pour les cas d'effondrement» à Beyla et à Koulé en Guinée forestière. ■

EDUCATION Les défis et le chiffre record d'écoles sans bancs ni latrines



Ce vendredi 22 septembre à Conakry, l'enseignant, inventeur et ministre de l'Enseignement Pré-universitaire et de l'alphabétisation a déclaré que «l'école guinéenne c'est 5 mille 850 écoles sans latrines, sans points d'eau (et) 234 mille 857 table-bancs qui manquent. Les infrastructures sont vétustes, beaucoup d'enfants à même le sol, sont en train de suivre les cours, les programmes sont vieillissants, certains textes sont caduques. Quand il faut reprendre tout cela, vous comprendrez tout de suite que nous avons besoin de moyens.» Le ministre Guillaume Hawing (sur la photo) a fait cette déclaration au cours de la cérémonie de clôture de la «Conférence nationale sur la problématique et les enjeux du financement de l'éducation». Il a ajouté que le budget actuellement alloué à l'éducation est de «1,900 milliards de Francs guinéens (FG)», dont «1 600 milliards de FG» destinés au paiement des «salaires». Pour le ministre Hawing, «cela veut dire qu'on n'a pas plus de 300 milliards pour la construction (et) la formation des formateurs.» ■



www.karakannews.com

Site d'information générale et d'analyse
Tél. : +224 622 72 01 20
karakannews@gmail.com



site d'informations générales du droit guinéen créé en 2017.
makoura65@gmail.com
+ 224 624 346 264
Coankry, Guinée



Les informations sur la Guinée en un seul clic

www.laguinee.info

+224 621 090 818 / +224 621 372 426
Koloma2 Carrefour Cirage, C/ Ratoma.
contactlaguinee@gmail.com /
ibrahimasy624@gmail.com



L'infos dans toute sa dimension

www.loupeguinee.com

L'info dans toute sa dimension
site internet d'informations générales
et d'analyses
+224 664 37 96 20/ 623 81 32 02
onetopic84@gmail.com



Agé de 43 ans, le colonel Doumbouya annonce aux occidentaux que « l'Afrique de papa, la vieille Afrique, c'est ter-miné. C'est le moment de prendre en compte nos droits, de nous donner notre place. Mais aussi et surtout le moment d'arrêter de nous faire la leçon, de nous prendre de haut, d'arrêter de nous traiter comme des enfants. » (© Le Populaire)

Après son discours historique à l'ONU, le Colonel Doumbouya prend un bain de foule à Conakry

A son retour de la 78ème session ordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies, samedi 23 septembre à 11h 45mn, le Colonel a fait l'objet d'un accueil populaire à Conakry. Il est monté sur le toit de sa voiture de commandement afin de saluer, en personne, la foule massée aux abords de la route menant de l'aéroport international Ahmed Sékou Touré de Conakry au palais présidentiel Mohamed V.

La mobilisation des populations est visible partout le long de l'autoroute Fidel Catro. Les partisans du régime sont, pour la plupart, habillés en t-shirt à l'effigie du chef de l'Etat. Ils sont massés au bord de la route. En chantant et dansant, ils attendent avec impatience le président de la République, chef de la transition. Ils manifestent leur joie durant toute la jour-

née de ce samedi à Conakry. De Gbessia au palais présidentiel Mohamed V à Kaloum, ils congratulent « le libérateur » du peuple. L'homme du 5 septembre 2021 qui vient de prononcer un discours historique à la tribune des Nations unies, le 21 septembre 2023, à New York, est accueilli en héros dans les rues de la capitale Conakry. Quelques jours plutôt, à la tri-

bune de l'Onu, le colonel Mamadi Doumbouya présente dans le détail l'état des lieux de la démocratie en Afrique en indexant ce qu'il appelle les « vrais putschistes ». Il a déclaré que ce sont ceux-là qui « manipulent les textes de la Constitution afin de se maintenir éternellement au pouvoir ».

Suite à la page 7

VOTING SMS

Mariama Fina Barry Candidate N°1	Hadjia Kadiatou Condé Candidate N°2	Mariama Baldé Candidate N°3	Fernande Natuo Manimou Candidate N°4	Bountouraby Cis Camara Candidate N°5	Fatima Koné Candidate N°6
Bintougbè Dioubaté Candidate N°7	Mariama Ciré Barry Candidate N°8	Mariame Touré Candidate N°9	Mariama Sy Souaré Candidate N°10	Bakama Marcelle Doré Candidate N°11	Suzanne Camara Candidate N°12
Tiguidanké Béréte Candidate N°13	Sona Savané Candidate N°14	Saran Keita Candidate N°15	Hawa cheick N'diaye Candidate N°16	Mariam Dianké Diallo Candidate N°17	Fatoumata Symbiano Candidate N°18
Saran Kourouma Candidate N°19	Hawa Junior Guilavogui Candidate N°20	Mariam Dalanda Bah Candidate N°21	Nana Sylla Candidate N°22	Maimouna Bangoura Candidate N°23	Aissatou Dioumo Diallo Candidate N°24

*8194# OK

Suite de la page 6

Au pouvoir depuis le coup d'Etat du 5 septembre 2021 perpétré contre le troisième mandat du président Alpha Condé, le Colonel a ajouté que c'est le changement de constitution en vue de s'éterniser au pouvoir qui est la cause du coup d'Etat qui l'a conduit à diriger la Guinée d'aujourd'hui.

Agé de 43 ans, il annonce aux occidentaux que « l'Afrique de papa, la vieille Afrique, c'est terminé. C'est le moment de prendre en compte nos droits, de nous donner notre place. Mais aussi et surtout le moment d'arrêter de nous faire la leçon, de nous prendre de haut, d'arrêter de nous traiter comme des enfants. »

Le Colonel a été franc et direct concernant la position de la Guinée actuelle.

« Nous ne sommes ni pro ni anti américains, ni pro ni anti chinois, ni pro ni anti français, ni pro ni anti russes, ni pro ni anti turcs. Nous sommes tout simplement pro africains. C'est tout.

Nous mettre sous la coupe de telle ou telle puissance est une insulte, du mépris, du racisme vis-à-vis d'un continent de plus d'un milliard trois cent millions de personnes. Il est important dans cette prestigieuse et influente assemblée que l'on comprenne clairement, définitivement que l'Afrique de papa, la vieille Afrique, c'est terminé. » Le président de la transition a souligné qu'« avec une population de plus d'un milliard d'africains dont environ 70% de jeunes totalement décomplexés, des jeunes ouverts sur le monde et décidés à prendre leur destin en main, il est venu le moment de prendre conscience que les structures, les règles issues de l'après seconde mondiale, en l'absence de nos Etats qui n'existaient pas encore sont obsolètes. C'est la fin d'une époque déséquilibrée, injuste où nous n'avons pas droit au chapitre. C'est le moment de prendre en compte nos droits, de nous donner notre place. Mais aussi et surtout le moment d'arrêter de nous faire la leçon,

d'arrêter de nous traiter comme des enfants. Rassurez-vous nous sommes suffisamment grands pour savoir ce qui est bien pour nous. Nous sommes suffisamment matures pour définir nos priorités, pour concevoir notre propre modèle qui corresponde à notre identité, à la réalité de nos populations, à ce que nous sommes tout simplement. Nous vous serions fort reconnaissant de nous faire confiance et de nous laisser mener notre barque comme vous l'avez permis dans certaines régions du monde. En Asie, au Proche et Moyen Orient. Pour ne citer que ceux-là. Cette infantilisation est du plus mauvais effet pour une jeunesse africaine qui s'est émancipée. » Direction de la communication et de l'information, de la présidence de la République note que le chef de l'Etat est arrivé aux Etats-Unis « à bord d'un avion de type présidentiel floqué du symbole du Branding national ». ■

Par Ahmed Tidiane Diallo

LibreTribune

La réussite de la transition, un gage d'espoir et d'inspiration

La politique c'est pour bâtir, c'est pas batailler pour faire basculer un pays dans l'incertitude. La présence de la Guinée sur la scène internationale malgré le coup d'Etat qu'elle a enregistré, il y'a deux ans en arrière, devrait être perçue positivement par l'ensemble des guinéens au-delà des sensibilités politiques.

La communauté internationale mesurant le cas particulier de la Guinée, est en train de faire de la pédagogie depuis l'avènement du CNRD au pouvoir afin de l'accompagner pour rétablir l'ordre constitutionnel dans un délai raisonnable. D'autres pays où des putschistes sont au pouvoir, n'ont pas eu cette chance, non pas cette faveur de la communauté internationale.

Dans ce pays, les sanctions et autres embargos politico-économiques imposés par les organisations sous-régionales, africaines et internationales, ont rendu les populations plus désespérées, plus misérables qu'elles ne l'étaient avant la prise du pouvoir par les militaires de ces pays.

Si les guinéens pouvaient indépendamment de leurs sensibilités politiques, pouvaient de façon réaliste, raisonnable et pragmatique essayer de s'enquérir du quotidien des Burkinabés, maliens et nigériens depuis le changement intervenu dans ces pays.

Les guinéens disent, notamment les citoyens lambda, allaient se ressaisir, faire preuve de bon sens, de



Sow boubacar
coordinateur du FNDC
en Suisse

pragmatisme et s'investir sur l'avenir. Il s'agira de contribuer non pas en faveur de l'échec de cette transition qui est un mal nécessaire dans la Guinée de l'après-Alpha Condé; mais, à sa réussite, seul gage d'espoir permettant de rêver d'un lendemain meilleur pour toute la Guinée et les guinéens. Le militantisme politique n'autorise pas tout, ne permet pas tout. Il y a des moments, des circonstances où l'intérêt du pays doit être placé au dessus des émotions, des égos, des frustrations des uns et des autres. Certes, chacun est libre d'exprimer ses sensibilités socio-politiques et d'exercer ses droits d'être d'accord ou de ne pas l'être avec tel ou tel. Ce qu'il va falloir éviter, c'est de saper les fondements de la République, de compromettre son avenir ou de prendre d'autres citoyens en otage. La Guinée de notre rêve, c'est ce pays où on a la liberté

d'exprimer ses opinions et d'agir sur place tant que citoyen patriote, libre et responsable. N'avoir la possibilité d'exercer ses libertés et de ses droits qu'à l'étranger, ne devrait faire plaisir ou rassurer personne, au point d'y recourir abusivement.

De même, les autorités de notre pays doivent savoir que l'enjeu de leur gouvernance se trouve en Guinée. C'est là où il faut agir pour rassurer les uns et les autres.

L'intervention du Colonel Mamady Doumbouya à la tribune des nations unies devait être encore plus porteuse, s'il avait tenu le même discours face aux membres du CNT qui œuvrent et s'activent actuellement, à l'élaboration de la future constitution de son pays. Les chefs d'Etats africains s'emmerdent trop à vouloir draguer, convaincre, rassurer une communauté internationale qui n'en a rien à foutre. S'ils s'investissaient à mobiliser, à rassurer de façon sincère et patriotique, leurs propres concitoyens, ils deviendraient plus audibles, crédibles et respectés par cette même communauté internationale. L'heure est venue de changer de paradigme politique tant au niveau des autorités actuelles, qu'au niveau des militants des autres sensibilités politiques. Ne pas le faire, c'est continuer à enfoncer la Guinée dans l'incertitude et la désespérance. Que Dieu bénisse la Guinée, apaise les esprits des uns et des autres et oriente l'action de ses dirigeants. ■

Bar Plein-Air

Un cadre idéal pour
les grandes retrouvailles



Chez Tonton Daki



Rendez-vous à

Kissita

GBESSIA CITÉ DE L'AIR
SUR LA T2 AÉROPORT - CHÂTEAU D'EAU

Tél: 622 98 78 36

Bar de 50 places

Terrasse couverte pour votre confort
Plein air de 150 places pour non-fumeurs





Le ministre Alphonse Charles Wright suspend la magistrate Mariame Bamba Kallo du tribunal de Mafanco

La présidente de la Section correctionnelle du tribunal de première instance de Mafanco à Conakry est suspendue de ses fonctions. Ce 20 septembre 2023, une décision du garde des Sceaux, ministre de la Justice et des droits de l'homme, Alphonse Charles Wright (sur la photo), a sévi contre la magistrate Mariame Bamba Kallo.

Il a sanctionné Mme Kallo pour «insuffisance professionnelle». Son seul péché serait d'avoir transformé «mécaniquement un mandat d'amener décerné à l'audience du 2 août 2023 contre un prévenu libre en mandat de dépôt décerné à l'audience du 17 août 2023 sans décision spéciale motivée ainsi que le prévoit l'article 537 du Code de procédure pénale; ce qui a privé

illégalement Thierno Mohamed Soumah de sa liberté en dépit de son statut de diabétique, entraînant au niveau de celui-ci un syndrome septicopyohémie à porte d'entrée d'une gangrène du pied droit occasionnant son décès par suite d'amputation (...) le 16 septembre 2023», lit-on dans la décision ministérielle publiée à cet effet.

Dans les mêmes lignes, le ministre Wright annonce que «cette décision (prise à l'encontre de la fonctionnaire du ministère de la Justice) sera suivie de la saisine du Conseil supérieur de la magistrature aux fins d'action disciplinaire conformément aux textes régissant le statut des magistrats». ■

Par Gordio Kane

Le Prix de l'Ambassade des États-Unis pour le Journalisme va célébrer l'excellence

Le Prix de l'Ambassade des États-Unis pour le Journalisme a été annoncé ce mardi 19 septembre 2023 à Conakry. Il vise à «célébrer l'excellence» dans les médias guinéens.



L'ambassadeur Fitrell annonce la création du Prix de l'Ambassade des États-Unis pour le Journalisme. (© Le Populaire)

L'annonce a été faite par l'ambassadeur des États-Unis en Guinée, Troy Fitrell (sur la photo), au cours d'une réception accordée à la presse en sa résidence de Conakry. Le Prix de l'Ambassade des États-Unis pour le Journalisme va «célébrer l'excellence» dans les médias guinéens. Il soutient la liberté de l'information, le pluralisme de la presse et l'indépendance du journalisme en République de Guinée. «Pour célébrer (ses) contributions exceptionnelles à la démocratie, à l'État de droit, et aux droits de l'homme en Guinée», et les soutenir dans leur «dévouement inébranlable à préserver les valeurs du journalisme», l'Ambassadeur des États-

Unis en Guinée a décidé «d'assister personnellement (aux) efforts infatigables» des médias guinéens dont le travail de qualité «ouvre la voie vers une société plus équitable».

«Vos reportages courageux mettent en lumière des questions cruciales, stimulent le débat public et remettent en ques-

tion le statu quo. Votre rôle de gardien de la société mérite non seulement des applaudissements, mais il sert également de catalyseur pour un changement positif et le progrès en Guinée», a-t-il déclaré à ses invités. SE M. Fitrell déclare que le Prix est institué «en reconnaissance de votre professionnalisme, de votre compétence, et de votre engagement indéfectible envers l'intégrité journalistique».

«Des opportunités»

L'ambassade investit une somme de «225 000 dollars dans des opportunités de formation au cours de l'année à venir, ce qui profitera à près de 100 journalistes de Guinée et de la région». Le lancement des «Prix de l'Ambassade des États-Unis pour le Journalisme» consiste à «célébrer l'excellence au sein des médias guinéens».

Le conseiller en diplomatie publique, Alexander Hunt, donne les détails sur ces programmes. «Ces programmes bénéficieront à plus de 80 journalistes guinéens et à une douzaine d'autres venant de pays voisins, y compris le Tchad, le Mali, le Niger, le Sénégal, et la Côte d'Ivoire. Des experts renommés du Centre International pour les Journalistes mèneront des formations sur place à Conakry et à Nzérékoré».

Les «sessions» de formation «se concentreront sur l'amélioration de vos compétences en analyse de données, vérification des faits, journalisme d'investigation, et reportage sur les conflits. Notre objectif ultime est de combattre la désinformation, renforcer la cohésion sociale, et améliorer la réactivité, l'inclusion et la responsabilité du gouvernement, en particulier dans

les communautés guinéennes à risque.»

Aussi, les programmes «comporteront 11 000 dollars de subventions pour des reportages individuels et collaboratifs pour certains participants. Avec un mentorat dédié, ces subventions permettront aux journalistes de mettre en œuvre leurs nouvelles compétences pour produire des rapports basés sur des preuves sur des sujets critiques affectant leurs communautés. De plus, cette initiative favorisera un réseau de journalistes formés, encourageant la collaboration et l'échange de connaissances transfrontalières». L'objectif est «d'inspirer et de motiver une nouvelle génération de journalistes déterminés à maintenir les normes les plus élevées d'intégrité, de responsabilité, et de précision dans leur reportage». ■

Les 8 catégories du prestigieux Prix de l'Ambassade des États-Unis

Les prestigieux Prix de l'Ambassade des États-Unis pour le Journalisme, couvrent huit catégories. Le conseiller en diplomatie publique, Alexander Hunt, les présente ainsi qu'il suit : «Service public en journalisme: Cette catégorie honore l'utilisation des ressources journalistiques au profit du public, notamment les articles, éditoriaux, caricatures, photographies, graphiques, vidéos, bases de données, multimédias ou présentations interactives. Les candidatures devraient montrer des preuves d'impact, comme stimuler une action législative ou la poursuite de malfaiteurs.

Reportage d'Investigation: Cette catégorie célèbre le journalisme d'investigation distingué qui offre une compréhension plus profonde de sujets significatifs et complexes. Il devrait démontrer une maîtrise du sujet, une écriture lucide, une présentation claire et la capacité de mettre les nouvelles dans un contexte significatif.

Rédaction de Reportages : Cette catégorie est destinée aux articles non liés à l'actualité distingués par la qualité de leur écriture, leur originalité, et leur

concision. Les candidatures peuvent consister en une seule histoire, un portefeuille d'histoires indépendantes, ou une série d'histoires sur un seul sujet. Rédaction Éditoriale: Cette catégorie distingue l'excellence en rédaction éditoriale, où la clarté du style, la raison d'être morale, le raisonnement solide, et le pouvoir d'influencer l'opinion publique sont essentiels.

Reportage Visuel : Reconnaissant la photographie ou la vidéographie d'actualité exceptionnelle, cette catégorie se concentre sur le rôle impactant du récit visuel dans le journalisme.

Reportage Audio: Cette catégorie reconnaît l'excellence en journalisme audio qui sert l'intérêt public. Il se caractérise par la qualité du reportage, de l'écriture, et de la production.

Courage en Journalism: Cette catégorie célèbre le journalisme distingué qui critique et défie les menaces à la liberté de la presse et au professionnalisme journalistique.

Femmes dans le Journalism: Cette catégorie souligne le rôle des femmes dans la société et leurs contributions

dans divers domaines, y compris le journalisme.

À présent, plongeons-nous dans les détails de ces prix prestigieux, afin que vous sachiez exactement comment saisir cette opportunité exceptionnelle. Les candidatures doivent être des œuvres publiées en Guinée pendant 2023 et doivent provenir d'un journal, magazine, service de radio ou de télévision, blog, service de presse, ou site d'actualités guinéen qui publie régulièrement. Les journalistes indépendants, photographes, caricaturistes, chroniqueurs, critiques ou blogueurs qui produisent des œuvres imprimées ou en ligne peuvent participer au concours si leurs œuvres soumises ont été publiées par des journaux, magazines ou sites d'actualités éligibles pendant l'année civile. Les lauréats de ces prix seront sélectionnés en mars 2024 et seront non seulement reconnus pour leur travail exceptionnel, mais seront également invités à participer à l'un de nos programmes de formation, les trois meilleurs recevant des subventions de reportage de 1 000 dollars chacun.» ■

Sagesse

- 1 Ne mettez pas la charrette avant le cheval.
- 2 N'essaye pas d'apprendre à ta grand-mère comment guber les oeufs.
- 3 Coucher de poule et lever de corbeau écartent l'homme du tombeau.
- 4 Ce qui vient de la flûte s'en retourne au tambour.
- 5 Les grands diseurs ne sont pas les grands faiseurs.

Libre Tribune / La guerre en Ukraine :
Les dessous des cartes (2^{ème} partie)

Dans cette seconde partie de son analyse, Oleg Nesterenko fait noter que *«le premier des trois piliers-porteurs sous-jacents de la guerre en Ukraine est le maintien de la domination mondiale par le système monétaire américain.»* Lisez cette tribune de spécialiste de la Russie, de la CEI et de l'Afrique subsaharienne !

Cette domination repose sur plusieurs éléments, dont les principaux sont l'extraterritorialité du droit américain, les bons du Trésor américain et le Pétrodollar. Il est totalement impossible ni de connaître, ni de comprendre les véritables raisons non seulement de la guerre en Ukraine, mais de la quasi-intégralité des guerres orchestrées ou menées directement pas les Etats-Unis d'Amérique, sans une vision précise des éléments mentionnés. Voyons-les donc en détail.

Le dollar et l'extraterritorialité du droit américain comme une arme de guerre économique

Le concept de l'extraterritorialité du droit américain est l'application du droit américain en-dehors des frontières des USA, ce qui permet à des juges américains d'engager des poursuites judiciaires pour des faits qui ont eu lieu dans n'importe quel point dans le monde. L'élément principal qui est utilisé comme prétexte aux engagements des poursuites est le fait de l'utilisation du dollar américain dans des transactions. Ainsi, les mécanismes juridiques de l'extraterritorialité du droit américain procurent aux entreprises américaines un avantage concurrentiel majeur et totalement illégal, selon le droit international des affaires, mais bien légal selon le droit américain. Car, l'extraterritorialité du droit oblige les entreprises étrangères utilisant dans leurs transactions le dollar américain à se conformer aux standards américains, à se soumettre à la surveillance et au contrôle de l'état américain – ce qui rend possible l'espionnage « légalisé » de leur savoir-faire et de mener des actions d'entrave au développement des concurrents des entreprises américaines. Dans les procédures de poursuite par le Département de Justice américain, les entreprises étrangères sont soumises à l'obligation de la régularisation de leur situation par l'acceptation d'une surveillance durant plusieurs années d'affilée, dans le cadre d'un « programme de conformité ».



Oleg Nesterenko
Président du CCIE
www.c-cie.eu
Ancien directeur de l'MBA, professeur auprès des masters des Grandes Ecoles de Commerce de Paris, spécialiste de la Russie, CEI et de l'Afrique subsaharienne.

En outre, en mettant artificiellement les entreprises étrangères, qui intéressent les groupes américains, en danger de paiement de très grosses amendes – on les mets en position de ne pas être hostile au rachat par les américains, afin de les éviter. Afin d'asseoir sa domination mondiale, un nombre incalculable de poursuites est lancé sans aucun véritable fondement, dont le réel but est l'accès à l'information des concurrents et l'ingérence économique.

Les bons du Trésor américain et les Pérodollars

Dans la comptabilité il existe un terme comme les créances douteuses. Les bons du Trésor américain sont des titres obligataires qui s'achètent et se remboursent en dollars américains et qui sont, factuellement, les créances douteuses.

Pourquoi ?

Aujourd'hui, la dette de l'état américain a dépassé les 31.000 milliards USD et continue à s'accroître au quotidien à la hauteur de plusieurs milliards par jour. Ce chiffre dépasse largement celui du PIB annuel des USA et fait de la quasi-globalité des bons émis par le Trésor américain les titres à la solvabilité et valeur plus que douteuses, car remboursables

par la monnaie nationale, dont pour la majorité émise il n'y a rien derrière. Rien de tangible. Sa solvabilité n'est garantie que par l'émission monétaire et la confiance accordée au dollar américain qui se base non pas sur sa valeur réelle, mais sur la domination militaire du monde par les USA.

Et la Russie avec l'Ukraine dans tout cela ?

Depuis l'arrivée de Poutine au pouvoir, la Fédération de Russie a commencé le processus progressif de séparation des bons du Trésor américain. Depuis le 2014, le début du conflit instauré par les USA en Ukraine par le coup d'état, la Russie s'est débarrassée de la quasi-intégralité de la dette américaine. Si en 2010 la Russie faisait partie des dix plus gros détenteurs de bons du Trésor américain, avec plus de 176 milliards USD, en 2015 elle en a détenu qu'à la hauteur d'environ 90 milliards, soit sa masse totale pratiquement divisée par deux en 5 ans. Aujourd'hui, la Russie ne détient que 2 milliards de cette dette, ce qui est une quantité dérisoire. En tandem avec la Russie, la Chine de même, se débarrasse progressivement de ce dangereux débiteur. Si en 2015 elle a détenu des bons outre-Atlantique pour plus de 1270 milliards USD, aujourd'hui, c'est à la hauteur inférieure de 970 milliards, soit une baisse de ¼ en 7 ans. Aujourd'hui, la quantité de dette américaine détenue par la Chine est au plus bas depuis 12 ans. Parallèlement au débarras des bons du Trésor américain, la Fédération de Russie a déclenché le processus progressif de la libération du monde du système des pétrodollars. Une spirale vicieuse est déclenchée : l'ébranlement du système des pétrodollars porterait un coup significatif au marché des bons du Trésor américain. En effet, la baisse de la demande du dollar sur la scène internationale enclencherait automatiquement une dévaluation de la monnaie et, de fait, la baisse de la demande de bons du Trésor qui mènerait, mécaniquement, à une augmentation de leur taux d'intérêt, en rendant tout simplement impossible le financement de la dette publique américaine au niveau que l'on connaît aujourd'hui. Les détracteurs du postulat que la chute du dollar contre bon nombre de devises causera de très importants dommages à l'économie américaine stipulent qu'un dollar plus faible mènera vers une augmentation significative des exportations américaines, fera profiter les fabricants américains et, de fait,

diminuera le déficit commercial des États-Unis. S'ils ont tout-à-fait raison sur l'effet bénéfique de la dévaluation du dollar vis-à-vis des exportations américaines – ils ont parfaitement tort sur l'effet final inévitablement dévastateur sur l'économie américaine, car ils ne prennent pas en compte l'élément majeur : les USA sont un pays qui se trouve depuis des décennies sur la voie de la désindustrialisation et l'effet positif sur les exportations ne sera que relativement négligeable face au déficit commercial gigantesque. Le déficit qui a déjà atteint en 2021 le niveau record de l'histoire des Etats-Unis et qu'avec une dévaluation du dollar, et donc l'augmentation du coût des importations à tous les niveaux, aura un effet destructeur. Ainsi, régler le compte des deux fautifs de la situation – de la Russie et de la Chine – est donc l'élément clé dans la stratégie de survie des Etats-Unis d'Amérique.

Les pétrodollars

Avec l'effondrement, en 1971, des accords de Bretton Woods qui ont perduré depuis 1944, la dépendance mondiale vis-à-vis du dollar américain a commencé à diminuer très dangereusement pour l'économie des Etats-Unis et il leur fallait trouver un autre moyen pour augmenter la demande de la monnaie nationale. Et c'est en 1979 que le « pétrodollar » est né dans le cadre de l'accord américano-saoudien de la coopération économique : « pétrole contre dollars ». Dans le cadre de cet accord l'Arabie Saoudite a pris des obligations de vendre son pétrole au reste du monde uniquement en dollar américain, ainsi que réinvestir ses réserves excédentaires en dollars dans des bons du Trésor américain et des entreprises américaines. En contrepartie, les Etats-Unis ont pris des obligations militaires de garantir la sécurité de l'Arabie Saoudite. Par la suite, cet accord « pétrole contre dollars » a été étendu à d'autres pays de l'OPEP et ceci est, d'ailleurs, sans aucune contrepartie de la part des américains, et a mené vers une émission exponentielle du billet vert. Progressivement, le dollar américain est devenu la monnaie d'échange de référence pour d'autres matières premières et, de ce fait, la monnaie de réserve mondiale - ce qui a procuré aux Etats-Unis une suprématie sans égale et des privilèges exorbitants. Aujourd'hui, on observe une rupture stratégique entre les USA et l'Arabie Saoudite qui est due à plusieurs facteurs majeurs. On peut citer une très importante réduction des importa-

tions de pétrole brut par les USA, dont l'Arabie était le plus grand fournisseur ; le retrait du soutien américain à l'Arabie Saoudite dans la guerre du Yémen et l'intention du président américain Joe Biden de sauver l'accord nucléaire avec les mollahs chiites d'Iran - ennemi juré des saoudites sunnites. Le Royaume a très mal vécu cette triple « trahison » des américains. Le grand désaccord entre les deux pays est arrivé au point culminant avec le déclenchement de la guerre en Ukraine, quand le pouvoir saoudite été mis devant un choix existentiel : continuer à évoluer dans le sciage des USA ou rejoindre le camp de leurs adversaires majeurs qui sont la Chine et la Russie. C'est la seconde solution qui a été retenue. Face à l'Amérique qui a négligé les intérêts stratégiques des saoudites, la Chine, tout au contraire, n'a fait que croître sa coopération avec l'Arabie Saoudite. Et cette relation bilatérale ne se limite pas qu'au secteur des énergies fossiles, mais s'élargit grandement dans le domaine des infrastructures, de commerce et d'investissement. Non seulement les importants investissements chinois en Arabie sont en croissance constante et la Chine rachète aujourd'hui près d'un quart des exportations mondiales de pétrole du Royaume, mais, en contrepartie, le Fonds Souverain du Royaume envisage de commencer à réaliser d'importants investissements dans des entreprises chinoises de secteurs stratégiques. Parallèlement, un accord de coopération militaire entre le Royaume saoudien et la Fédération de Russie a été signé au mois d'août 2021. De même qu'entre la Russie et la Chine, l'Arabie Saoudite a pris le chemin de la dédollarisation des échanges et des investissements dans ses relations avec les Chinois. Les actions conjointes et synchronisées de la Russie, de la Chine et des pays de l'OPEP sur le chemin de la dédollarisation progressive ont pris de l'ampleur avec le déclenchement de la guerre en Ukraine qui a fait sauter les masques et auront, à terme, un effet d'avalanche quasi inévitable vis-à-vis de la domination monétaire américaine, car les banques centrales de nombreux pays sont incitées à repenser la logique de l'accumulation de réserves, ainsi que du bien-fondé d'investissement dans des obligations du Trésor américain.

Déclaration de guerre

La guerre sur le territoire de l'Ukraine contre la Russie et la future guerre imminente qui se prépare dans l'Asie Pacifique contre la Chine ne sont rien

Suite à la page 10

Suite de la page 9

d'autre qu'une partie de la réaction des USA qui considèrent l'action de la Russie et de la Chine contre la domination mondiale de la monnaie américaine comme une véritable déclaration de guerre.

Et les Etats-Unis ont parfaitement raison de prendre cette déclaration plus qu'au sérieux, car la revente massive des bons de trésor américain jumelée avec la destitution progressive du système des pétrodollars par les puissances telles que la Russie et la Chine n'est rien d'autre que le début de la fin de l'économie américaine, telle qu'on la connaît depuis la fin de la seconde guerre mondiale – début de la fin des Etats-Unis, tels qu'on les connaît aujourd'hui. Les pays qui ont osé par le passé mettre en danger la domination mondiale par le système monétaire américain ont payé leur audace avec un prix on ne peut plus radical.

Sauf que la Fédération de Russie, de même que la République Populaire de Chine, sont des puissances militaires qui ne peuvent, en aucun cas, être attaquées directement – ce qui vaut le suicide. Seules les guerres par procuration et les guerres hybrides peuvent être menées contre la puissance russe et la puissance chinoise.

Aujourd'hui nous sommes dans la « phase russe », demain nous serons dans la « phase chinoise ».

Il est important de souligner que la guerre en Ukraine n'est nullement la première, mais la troisième grande guerre du dollar américain, sans compter deux guerres « froides » de la monnaie américaine.

Quelles sont ces guerres, hormis celle qu'on connaît aujourd'hui ?

Ce sont la guerre d'Irak et la guerre de Libye. Et les deux guerres « froides » du dollar sont les guerres contre l'Iran et contre le Venezuela.

La première grande guerre du dollar

En parlant de la première guerre du dollar qui est la guerre d'Irak, il faut mettre de côté la fameuse fiole d'anthrax imaginaire que le secrétaire d'Etat américain Colin Powell a brandi à l'ONU, le 5 février 2003, afin de détruire le pays et de massacrer le peuple irakien, et de rappeler les faits. Les faits qui sont très éloignés de la fantaisie américaine.

Au mois d'octobre de l'an 2000, le président irakien Saddam Hussein a fait une déclaration qu'il ne souhaite plus vendre son pétrole contre les dollars américains, mais uniquement contre les euros.

Une telle déclaration valait la signature de son arrêt de mort. Selon une étude poussée de American Civil Liberties Union et du Fond américain de l'Indépendance du journalisme, qu'entre 2001 et 2003 le gouvernement américain a fait 935 déclarations mensongères concernant l'Irak, dont 260 directement par George W. Bush. Et parmi les 260 déclarations du mensonge prémédité du président américain, 232 ont été sur la présence en Irak d'armes de

destruction massive inexistantes.

La fiole de Colin Powell, après 254 déclarations mensongères de ce dernier du même propos, n'a été que le point culminant d'une longue et laborieuse préparation de l'opinion publique nationale et internationale en vue d'un imminent déclenchement de l'extermination de la menace irakienne portée à la monnaie américaine.

Et, lorsqu'en février 2003, Saddam Hussein met sa « menace » à exécution en vendant plus de 3 milliards de barils de pétrole brut pour le montant de 26 milliards d'euros - un mois plus tard, les États-Unis procèdent à l'invasion et la destruction totale de l'Irak, dont on connaît les conséquences tragiques avec l'anéantissement de l'intégralité de l'infrastructure du pays et tant de morts parmi la population civile.

Même à ce jour, les USA affirment fermement que cette guerre n'a strictement rien à avoir avec la volonté de l'Irak de s'affranchir du système des pétrodollars. Vu l'impunité judiciaire la plus totale des crimes contre l'humanité commis par les gouvernements successifs des Etats-Unis, ils ne se donnent même pas la peine de les couvrir par des récits ne serait-ce que peu crédibles aux yeux de la communauté internationale. Les faits sont parfaitement connus et on pourrait s'en arrêter là. Mais, pour que le procédé de « défense » des intérêts américains, dont l'actuelle guerre en Ukraine soit encore plus claire, parlons également de l'avant-dernière – seconde grande guerre du dollar qui est la guerre de Libye.

La seconde grande guerre du dollar

Six années se sont écoulées depuis l'anéantissement de la menace irakienne – une nouvelle menace existentielle pour le dollar américain est apparu en la personne de celui qui a refusé de tirer la leçon du destin tragique de Saddam Hossein : Mouammar Kadhafi.

En 2009, alors à la présidence de l'Union Africaine, Mouammar Kadhafi propose aux États du

continent africain une véritable révolution monétaire qui avait toutes les chances de réussir pour changer le destin du continent et qui été accueilli avec un grand enthousiasme : se soustraire de la domination du dollar américain en créant une union monétaire africaine dans laquelle les exportations du pétrole et autres ressources naturelles africaines soient payées principalement par le dinar-or – une nouvelle monnaie à créer et qui serait fondée sur les actifs financiers et les réserves d'or des fonds souverains du continent.

Suivant l'exemple des pays arabes de l'OPEP ayant leurs propres fonds souverains pétroliers, d'autres pays africains producteurs de pétrole, commençant par les géants pétroliers et gaziers l'Angola et le Nigeria, ont lancé des processus de la création de leurs propres fonds nationaux constitués des revenus tirés des exportations pétrolières. En tout, 28 nations productrices de pétrole et de gaz africains étaient parties prenantes du projet.

Kadhafi, pourtant, a commis une erreur stratégique de calcul qui a non seulement « enterré » le dinar-or, mais également lui a coûté la vie.

Il a sous-estimé le fait qu'il était totalement exclu que ce projet se réalise, d'une part, pour l'Etat américain et, d'autre part, pour « l'état profond » de Wall Street et de la City de Londres. Car, non seulement il mettait en danger existentiel la monnaie américaine, mais, en plus, privait les banques new-yorkaises et de la City du broissage habituel de trillions de dollars provenant des exportations de matières premières du continent africain. Le Royaume-Uni était donc en parfaite symbiose avec les USA dans sa volonté de destruction du pouvoir-auteur de la menace.

Dès la prise de décision par des « alliés » sur la neutralisation de la nouvelle menace - ils ne se souciaient guère du drôle de timing pour être une coïncidence aux yeux des observateurs : plus de 40 ans d'inaction face à Kadhafi, arrivé au pouvoir en 1969, et, dès qu'il expose à l'Union Africaine le projet de cette révolution mo-

nétaire – une nouvelle guerre civile orchestrée par les USA se déclenche de suite.

En ayant déjà dans le passif l'invasion criminelle et la destruction de l'Irak basées sur de grossiers mensonges prémédités que l'état américain a proliféré à l'ONU en 2003 via Colin Powell sur les soi-disant armes de destruction massive détenues par Saddam Hussein, les Etats-Unis ne pouvaient plus se permettre de réutiliser la même technique et ont été obligés de diversifier la mise en place de l'invasion, afin de ne pas se mettre, une fois de plus, en position de criminels de guerre. Soit, au moment quand ce nouveau « printemps arabe » est arrivé au point d'être écrasé par le pouvoir de l'état libyen - les américains, en restant dans l'ombre, utilisent les pays satellites et vassaux - la France, le Royaume-Uni et le Liban - pour déterrer de l'oubli une résolution du Conseil de sécurité des Nations Unies contre la Libye datée de 1973 - vieille de plus de 35 ans - pour attaquer et détruire le pays.

La réalisation été faite en violant même leur propre résolution nouvellement adoptée : au lieu de l'instauration d'une zone d'exclusion aérienne au-dessus de la Libye prévue par la résolution, ce sont les bombardements directs des objectifs militaires au sol qui ont eu lieu. Ces bombardements ont été totalement illicites et en totale violation du droit international, car ceux qui ont voté pour l'adaptation de la résolution l'ont fait étant rassurés par les auteurs que l'objectif de l'action n'est que l'instauration d'une zone d'exclusion aérienne protégeant les civils et nullement la défaite de Kadhafi, ni la destruction de son armée.

C'est-à-dire que les USA, sous la couverture de ses pays-satellites, ont directement menti à l'ONU, une fois de plus, afin d'avoir une moindre base légale pour déclencher les hostilités et de faire par la suite ce qui était prévu d'avance : anéantir la nouvelle menace au dollar américain.

Que ce sont les USA et personne d'autre qui sont les réels auteurs de la destruction de la Libye en 2011 était un secret de polichinelle.

Et, à partir de la publication par Wikileaks de la correspondance du 2 avril 2011 entre l'ancienne secrétaire d'Etat américaine Hillary Clinton et son conseiller Sid Blumenthal sur le sujet, le « secret » est sorti de l'ombre : Clinton était l'élément-clé de la conspiration occidentale contre le dirigeant libyen Mouammar Kadhafi et, plus précisément, contre la nouvelle monnaie panafricaine – menace directe au dollar américain.

Blumenthal écrit à Clinton : « Selon les informations sensibiles disponibles par cette source, le gouvernement de Kadhafi détient 143 tonnes d'or, et un montant similaire en argent... Cet or a été accumulé avant le courant de rébellion et était destiné à être utilisé pour établir une monnaie panafricaine basée sur le dinar-or libyen ».

Comme je l'ai mentionné auparavant, aucune guerre n'a jamais une seule raison pour être lancée. Dans le cas de la guerre contre Kadhafi cela a été de même : une des raisons-clés complémentaires était l'intérêt personnel de Hillary Rodham Clinton de jouer le rôle de « dame de fer » dans le milieu politique américain, en vue des futures élections présidentielles. Ceci était comme dire à son parti politique : « regardez : j'ai été capable d'écraser tout un pays. Ne doutez donc pas que je suis bien en capacité de mener le combat électoral ». En avril 2015 elle annonce sa candidature à la présidence et, en juillet 2016, elle est officiellement désignée comme candidate du Parti démocrate.

Dans la seconde grande guerre du dollar ce n'est pas que l'avenir de la Libye, mais l'avenir de tout le continent africain qui était mis sur l'hôtel du sacrifice pour le bien-être de l'économie américaine.

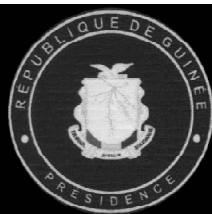
Tous ceux qui essaient de mettre en danger le système monétaire américain - doivent disparaître, s'ils ne sont pas de taille à résister.

Néanmoins, si c'est un pays puissant qui est en cause et que l'on n'est pas en mesure de l'écraser directement, comme l'Irak et la Libye, ce sont des attaques indirectes multimodales d'envergure qui sont élaborées et lancées, restant toujours dans l'ombre, faisant passer l'agressé pour l'agresseur, dans le but d'affaiblir l'adversaire au point qu'il abandonne ses projets de « destitution » du dollar et soit obligé de se concentrer sur la résolution de problèmes nouvellement apparus. Après la fin de la guerre en Ukraine - la troisième grande guerre du dollar américain, c'est inévitablement la quatrième grande guerre du dollar - la guerre de Chine - qui aura lieu et dont on ignore encore quelle forme précise elle prendra. ■ (A suivre ...)

Par Oleg Nesterenko
Président du CCIE
(www.c-cie.eu), spécialiste de la Russie, de la CEI et de l'Afrique subsaharienne ; ancien directeur de l'MBA, professeur auprès des masters des Grandes Ecoles de Commerce de Paris.



En 2009, alors à la présidence de l'Union Africaine, Mouammar Kadhafi propose aux États du continent africain une véritable révolution monétaire qui avait toutes les chances de réussir pour changer le destin du continent et qui été accueilli avec un grand enthousiasme : se soustraire de la domination du dollar américain en créant une union monétaire africaine dans laquelle les exportations du pétrole et autres ressources naturelles africaines soient payées principalement par le dinar-or – une nouvelle monnaie à créer et qui serait fondée sur les actifs financiers et les réserves d'or des fonds souverains du continent. Suivant l'exemple des pays arabes de l'OPEP ayant leurs pro- (© DR)

RÉPUBLIQUE DE GUINÉE
Travail- Justice - SolidaritéPRÉSIDENTIE DE LA RÉPUBLIQUE
DE GUINÉE**Agence Nationale
d'Aménagement des
Infrastructures Minières**

Conakry, le 202...

**Avis d'Appel d'Offres (AA0)
AOO1: DG/ANAIM//2023**

La Direction Générale de l'Agence National d'Aménagements des Infrastructures Minières envisage dans le cadre de l'exécution de son budget la Fourniture des Meubles à l'Annexe N°:3, Cases Ministérielle (Case 1 ; Case 2) dans la CRD de Kamsar –préfecture de Boké ; l'ANAIM sollicite des Offres sous plis fermés de la part des Candidats éligibles et répondants aux qualifications requises pour la réalisation desdites activités.

La participation à cet appel d'Offres Ouvert concerne tous les candidats qui ne sont pas concernés par un des cas d'inégalité prévu par les textes réglementaires en vigueur.

Les candidats intéressés peuvent obtenir des informations auprès du **Secrétariat Centrale de L'ANAIM, sis à Manquepas Immeuble DIAO, Commue de Kaloum Conakry Tel : +224 611726120** et prendre connaissance des documents d'Appel d'Offres à l'adresse mentionnée ci-dessus **du Lundi au Vendredi**, de 8h 30mn à 16h 30mn.

Les candidats Intéressés peuvent obtenir un Dossier d'Appel d'Offres complet à

l'adresse mentionnée ci-dessus à Compter du **07/09/2023** contre un paiement d'un **Million (1 000 000 GNF) francs guinéens**.

Les Offres doivent être rédigées en langue Française et devront être déposées en quatre (04) exemplaires dont (01) original et trois (03) copies à l'adresse ci-dessus, au plus tard **le lundi 05/10/2023 à 11 heures 30 minute**.

Les Offres qui ne parviendront pas aux heures et date ci-dessus indiquées, seront purement et simplement rejetées et retournées aux frais des soumissionnaires concernés sans être ouvertes. Les Offres seront ouvertes le cas échéant, en présence d'un observateur indépendant et des représentants des soumissionnaires qui désirent participer à l'ouverture des plis.

Les Offres doivent comprendre une garantie bancaire de soumission d'un montant égale à **1,5% du montant de l'Offre** dont la validité est de **Cent Vingt (120) jours**. Les Offres devront demeurer valides pendant une durée de **Quatre Vingt (90) jours** à compter de la date limite de soumission.

**Avis d'Appel d'Offres (AA0)
AOO2: DG/ANAIM//2023**

La Direction Générale de l'Agence National d'Aménagements des Infrastructures Minières envisage dans le cadre de l'exécution de son budget la réalisation des Travaux de Construction d'Extension du Bâtiment d'Archives dans la CRD de Kamsar –préfecture de Boké ; l'ANAIM sollicite des Offres sous plis fermés de la part des Candidats éligibles et répondants aux qualifications requises pour la réalisation desdites activités.

La participation à cet appel d'Offres Ouvert concerne tous les candidats qui ne sont pas concernés par un des cas d'inégalité prévu par les textes réglementaires en vigueur.

Les candidats intéressés peuvent obtenir des informations auprès du **Secrétariat Central de L'ANAIM, sis à Manquepas Immeuble DIAO, Commue de Kaloum Conakry Tel : +224 611726120** et prendre connaissance des documents d'Appel d'Offres à l'adresse mentionnée ci-dessus **du Lundi au Vendredi**, de 8h 30mn à 16h 30mn.

Les candidats Intéressés peuvent obtenir un Dossier d'Appel d'Offres complet à

l'adresse mentionnée ci-dessus à Compter du **Mardi 19/Septembre/2023** contre un paiement de **Trois Million (3 000 000 GNF) francs guinéens**.

Les Offres doivent être rédigées en langue Française et devront être déposées en quatre (04) exemplaires dont (01) original et trois (03) copies à l'adresse ci-dessus, au plus tard **le Vendredi 20/Octobre/2023 à 11 heures 30 minute**.

Les Offres qui ne parviendront pas aux heures et date ci-dessus indiquées, seront purement et simplement rejetées et retournées aux frais des soumissionnaires concernés sans être ouvertes. Les Offres seront ouvertes le cas échéant, en présence d'un observateur indépendant et des représentants des soumissionnaires qui désirent participer à l'ouverture des plis.

Les Offres doivent comprendre une garantie bancaire de soumission d'un montant égale à **1,5% du montant de l'Offre** dont la validité est de **Cent Vingt (120) jours**. Les Offres devront demeurer valides pendant une durée de **Quatre Vingt (90) jours** à compter de la date limite de soumission.

**Avis d'Appel d'Offres (AA0)
AOO3: DG/ANAIM//2023**

L'Agence Nationale d'Aménagement des Infrastructures Minières sollicite dans le cadre de l'exécution de son budget exercice 2023, de financer les travaux relatifs à l'inventaire physique de ses actifs pour la mise en place d'un fichier actualisé des immobilisations.

Le travaux seront exécutés au niveau central (Conakry) et les sites à l'intérieur du pays (Kamsar, Débélé, Gbenko, Fria) dans un délai de **Quatre(4) mois**.

- 1- La Participation est ouverte uniquement aux candidats sélectionnés à partir de la base de données ANAIM des prestataires enregistrés pour l'année civile 2023, conformément à l'article 6 du code des Marchés Publics et aux conditions prévues par les clauses des TDR « Recrutement d'un cabinet local ... ».
- 2- Les candidats sélectionnés peuvent obtenir des informations auprès du secrétariat Centrale de l'ANAIM au 5^{ème} étage de l'immeuble DIAO en face de l'église anglicane au quartier **Manquepas, Commune de Kaloum (Conakry), Tel : (+224) 611 72 01 30** E-mail : infoanaimgn.com et prendre connaissance des documents d'appel d'Offres restreint à l'adresse mentionnée ci-dessus, **du lundi au Vendredi de 08h 30 à 16 h 30**.
- 3- Les candidats sélectionnés peuvent obtenir un dossier le Dossier d'Appel d'Offres complet à l'adresse indiquée ci-dessus à compter **du 19 Septembre** contre un paiement non remboursable de **deux million (2 000 000) Francs Guinéens**.
- 4- Les candidats éligibles et répondant aux critères requis pour réaliser ces travaux doivent présenter leur Offres sous plis fermés.

Les exigences en matière de qualifications sont : **l'expérience, la Situation Financière, le matériel à mobiliser et le personnel à affecter**.

- 5- Le présent appel d'Offres restreint fait référence aux marges de préférences prévues par les articles 78 et 79 du code des Marchés Publics.
- 6- Les offres devront être rédigées en langue Français et déposées en quatre (04) exemplaires dont une (01) Originale et trois (03) Copies à l'adresse ci-dessus au plus tard le 18/10/2023 à 11h 30mn.
- 7- Les Offres qui ne parviendront pas aux heures et date ci-dessus indiquées, seront purement et simplement rejetées et retournées sans être ouvertes, aux frais des soumissionnaires concernés.
- 8- Les Offres seront ouvertes en présence des représentants des soumissionnaires qui désirent participer à l'ouverture des plis, les Offres doivent comprendre une garantie bancaire ou d'assurance **d'un montant de 1,5% du montant de l'Offres**.

Les offres devront demeurer valides pendant une durée de Quatre Vingt-dix jours à compter de la date limite de soumission.

Kaloum, Immeuble DIAO
BP;4596- CONAKRY-Tél;(+224)611720130



**CRÉA
CONCERTS**
Présente

**LA
NUIT
DE LA
GUINEE**

**SAMEDI
FÉVRIER
2024**

10

**ZENITH
PARIS LA VILLETTE**



211 AVENUE JEAN JAURES 75019 PARIS

**ASSOCIEZ VOTRE IMAGE
A CET ÉVÉNEMENT**